Mai 2017 - N° 61

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

Le Cameroun se digitalise !

Les infrastructures se déploient et les opérateurs livrent bataille

Les Fintech bousculent la banque de papa

Les premiers drones *made in Cameroon*

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

De la 3G à la 4G ?

Le Cameroun parie sur la qualité du débit et une large couverture du réseau sur l'ensemble du territoire. Un pari audacieux qui s'inscrit en droite ligne de la vulgarisation de l'outil Internet. Force est de constater, sur le terrain, un important déploiement de moyens techniques et humain pour une meilleure couverture, une meilleure offre de service, un meilleur débit aux usagers.

Reconnaissons les évolutions constantes qui restent d'ailleurs perfectibles, et ce d'autant plus que les consommateurs continuent d'attendre une meilleure qualité de service : le haut débit. Depuis l'épopée de la 2G (voix et Short Message System « SMS »), avec la migration vers la 3G qui a consacré l'avènement du haut débit mobile et ses services innovants avec l'apparition des toutes premières applications multimédias avec valeur ajoutée, le Cameroun, malgré quelques désagréments, continue de parfaire son réseau dans un secteur fortement concurrentiel voulu par la plus haute autorité du pays et où les opérateurs du secteur rivalisent d'offres et de technicité afin de capter et de fidéliser une clientèle demandeuse en quête de qualité de service.

Il y a fort à parier que le Cameroun s'apprête à vivre un tournant décisif avec l'avènement de quatrième génération qu'est la 4G, et dont chaque opérateur revendique la paternité. Doit-on en conclure que la révolution et la nouvelle ère dans la téléphonie mobile, avec tout ce que cela comporte comme amélioration de service et de valeur ajoutée, c'est maintenant ? Toute chose qui viendra certainement combler les attentes, booster le développement technologique et la fluidité des échanges, mais aussi contribuer à l'expansion de l'économie numérique. Oui, le Cameroun le peut, il le peut d'autant plus que l'opérateur historique Camtel n'a cessé de déployer la fibre optique à travers le pays, Orange, MTN, Nexttel, Vodafone ne sont pas en reste dans le développement croissant à travers des initiatives innovantes. Au demeurant, les différents opérateurs de téléphonie mobile étendent de manière permanente leur réseau ainsi que les zones de couverture, le taux de pénétration est en constante évolution, la demande croissante. Tous ces agrégats d'opportunités font du secteur de la téléphonie au Cameroun une véritable niche, avec pour point de mire la 4G du fait de sa compatibilité avec le monde IP (Internet Protocol) et qui, à coup sûr, suscitera véritablement l'engouement des entreprises.

Les opérateurs se doivent de faire tomber les barrières du débit et service, pour couvrir les besoins et les attentes d'une clientèle jusque-là insatisfaite et en quête du meilleur débit. La 4G en est certainement la meilleure offre de réponse.

AU SOMMAIRE

DOSSIER

08 • Concurrence à haut débit

09 • Un déploiement infrastructurel impressionnant

10 • Vodafone a investi plus de 23 milliards FCFA pour lancer les services Internet LTE au Cameroun

10 • Yoomee devient un MVNO data suite à la signature d'un partenariat avec Camtel

10 • L'opérateur Creolink règne sur les cybercafés

11 • Camtel s'associe à Equacomm pour étendre l'accès à l'internet sans fil à travers le pays

11 • Le FAI Ringo toujours en quête d'investisseurs pour se relancer sur le marché de l'internet

LEADER DU MOIS

34 • William Elong veut fabriquer les premiers drones *made in Cameroon*

INTERVIEW

12 • Clovis Njontié : « *Face aux Fintech, les banques doivent repenser leurs activités et leur fonctionnement* »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Brice R. MBODIAM, Assongmo NECDEM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Nils COUTURIER, Thomas ROBERT

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 694 66 94 59

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

GESTION PUBLIQUE P 16-20

FINANCE P 21-22

AGRICULTURE P 23-24

INDUSTRIE P 25

MINES P 26

BTP P 27-28

TRANSPORTS P 29

ENERGIES P 30

TELECOM P 31-32

SERVICES P 33

CASTING

ALAIN NKONTCHOU

Enko Capital, la société de gestion d'actifs spécialisée dans l'investissement en Afrique, co-fondée par les Camerounais Cyrille et Alain Nkontchou, a annoncé le 28 mars 2017 à Londres, le lancement d'Enko Africa Debt Fund (EADF). Il s'agit, apprend-on, d'un fonds de dette dédié à l'Afrique, avec 200 millions de dollars (plus de 120 milliards de francs CFA) d'actifs sous gestion. Ce fonds, apprend-on officiellement, « *investira uniquement dans de la dette souveraine ou d'entreprise, libellée en monnaie locale ou en US dollars et à travers toute l'Afrique, à l'exception de l'Afrique du Sud* ».

« *Nous sommes très heureux d'élargir notre gamme de produits d'investissements spécialisés sur l'Afrique, qui donnera aux investisseurs la possibilité de profiter des rendements élevés actuellement disponibles sur les marchés africains. Le lancement de EADF représente une étape décisive dans l'ambition du groupe Enko Capital de devenir le leader africain de la gestion d'actifs* », a commenté Alain Nkontchou, associé gérant d'Enko Capital.

PHILÉMON YANG

Le 6 avril 2017, le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, a signé un décret fixant les « *modalités d'établissement ou d'exploitation des réseaux et de fourniture des services de communications électroniques soumis au régime de l'autorisation* ». Il y est une fois de plus réitéré que les licences d'exploitation sont délivrées par le ministre chargé des télécommunications, sur proposition de l'agence de régulation. Ce texte gouvernemental vient ainsi donner raison au ministre des Postes et Télécoms, Minette Libom Li Likeng, qui, depuis une sortie médiatique le 21 octobre 2016, dénonce l'Agence de régulation des Télécommunications (ART), qui depuis 2010, s'est illégalement octroyée la délivrance des « *titres transitoires* » aux sociétés télécoms soumis au régime de la licence. Dans un communiqué rendu public en janvier 2017, la patronne des Télécoms donnait jusqu'au 14 février dernier aux opérateurs détenteurs de « *titres transitoires* » délivrés par l'ART, pour se conformer à la loi au risque de perdre leur droit d'exercer sur le territoire camerounais.

FRITZ NTONE NTONE

Fritz Ntone Ntone, le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Douala, la super-mairie de la capitale économique camerounaise, a présidé le 28 mars dernier un atelier de restitution du document-projet du programme de structuration du marché des boues de vidange. Ce programme, apprend-on, vise à organiser un marché autour des 1300 m^3 de boues de vidange produits chaque jour dans la capitale économique, et dont à peine 50% est effectivement traité ; afin de produire de l'énergie pour les ménages et ainsi protéger l'environnement.
Bien que l'initiative soit globalement appréciée, les discussions entre les parties prenantes au programme achoppent sur la mobilisation des financements nécessaires à son implémentation. Alors que certains préconisent la collecte d'une taxe d'assainissement, d'autres évoquent la possibilité de partenariats publics-privés, qui ferraient alors intervenir les collectivités locales, les ménages et les entreprises exerçant dans le secteur de la vidange.

MEFIRO OUMAROU

Mefiro Oumarou, ministre délégué auprès du ministre des Transports, a perdu son poste de président du Conseil d'administration de Camair Co, la compagnie aérienne publique camerounaise, au sortir d'un conseil d'administration extraordinaire tenu le 24 avril 2017. Peu après la fin de cette session du conseil d'administration, dont l'unique point à l'ordre du jour à savoir la « *communication gouvernementale* », présageait déjà d'une décision importante, un décret du chef de l'Etat est venu confirmer la nomination à ce poste de l'administrateur civil principal Louis Georges Njipendi Kouotou, en service à la présidence de la République.
Le DG de Camair Co, Ernest Dikoum, a quant à lui été maintenu à son poste, bien que plusieurs sources aient prédit son départ avant la tenue de ce conseil d'administration. Ernest Dikoum, selon nos sources, s'en tire plutôt à très bon compte, non seulement pour avoir été reconduit à son poste, mais aussi pour avoir vu partir un PCA avec lequel il n'était pas du tout en odeur de sainteté.

JEAN-MARIE WETONDIEU

L'Extrême-Nord, devenu le terreau de Boko Haram depuis quelques années, voit son économie reprendre progressivement du poil de la bête. Pour preuve, selon les statistiques révélées par le secteur des douanes de cette région septentrionale du Cameroun, les objectifs de collecte des recettes au premier trimestre 2017 ont été réalisés à plus de 108%. En effet, les caisses de cette circonscription douanière ont été renflouées à hauteur de 1,29 milliard de francs CFA, contre des prévisions initiales de 950 millions de francs CFA.
Selon Jean-Marie Wetondieu, le responsable de cette circonscription douanière, cette performance est la conséquence de la réouverture progressive des frontières avec le Nigeria, décision prise par les autorités camerounaises en fin d'année 2016. A cause des exactions de la secte islamiste nigériane Boko Haram, qui ont paralysé l'activité économique dans cette partie du pays depuis plus de trois ans, plusieurs postes de la douane ont été détruits ou alors désertés du fait de l'insécurité.

LAZARE-ETIEN KOUASSI

Le représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Cameroun, Lazare-Etien Kouassi, vient de rétrocéder à des écoles de la région de l'Est du Cameroun, un lot de 16 salles de classe. Ces infrastructures, a-t-on appris, permettront de scolariser des réfugiés centrafricains, dont le niveau scolaire est très faible. En rétrocédant ces salles de classe, le représentant de l'organisme onusien au Cameroun s'est vu égrener un chapelet d'autres problèmes dont la résolution permettrait d'améliorer la qualité de la prise en charge des réfugiés centrafricains accueillis dans la région de l'Est du Cameroun.
Il s'agit, a-t-on appris, de l'insuffisance des infrastructures scolaires, du manque criard d'enseignants et du matériel didactique, ainsi que l'incapacité des parents d'élèves à s'acquitter des frais de scolarité de leurs enfants, arrivés pour la plupart au Cameroun après les heurts ayant suivi le renversement de l'ex-président centrafricain François Bozizé. C'était en mars 2013.

Concurrence à haut débit

L'avènement de la 3G au Cameroun en septembre 2014, avec le lancement des activités de l'opérateur de téléphonie mobile Nexttel (filiale locale du Vietnamien Viettel), a transfiguré le marché de l'internet au Cameroun. Cette transfiguration a même pris les allures d'une véritable révolution en 2015, année au cours de laquelle MTN et Orange Cameroun, les deux leaders du marché du mobile dans le pays, ont simultanément déployé les technologies 3 et 4G, après avoir renouvelé leurs licences télécoms à 75 milliards de francs CFA chacun.

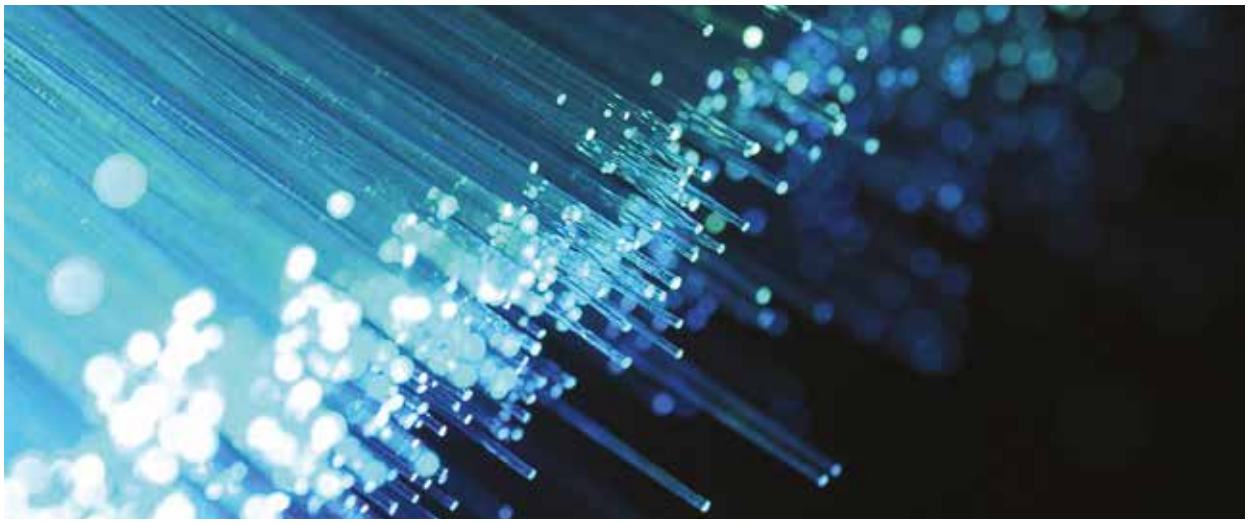
Conséquence immédiate de ce dynamisme, le Cameroun a affiché un taux de pénétration de l'internet de 25,6% à fin décembre 2015, selon le rapport Ericsson 2016 sur la mobilité. Pour rappel, cet indicateur a longtemps stagné à 2% (à l'époque du règne de l'ADSL), avant de se stabiliser à 7% grâce au dynamisme observé dans les usages de la téléphonie mobile.

Les progrès fulgurants du Cameroun dans le domaine de l'accès à l'internet ont été confirmés en 2016 par Internet Live Stats, qui a classé le Cameroun parmi les trois pays africains (avec le Mali et le Lesotho) ayant le plus progressé dans ce domaine, avec une évolution de 16% sur le taux d'accès à l'internet sur une seule année. Selon ce membre du projet Real Time Statistics, 4,3 millions de Camerounais (sur une population totale estimée à 22 millions d'habitants) avaient accès à la toile en 2016.

4,3 millions de consommateurs : ce chiffre explique certainement la ruée de certains opérateurs sur le marché camerounais de l'internet ces dernières années, d'une part, et la multiplication des offres de plus en plus alléchantes par les plus anciens fournisseurs d'accès à l'internet (FAI) du pays. Dans cette bataille sans merci que se livrent les opérateurs de la téléphonie (Orange, Nexttel, MTN, Camtel) et les FAI (Yoomee, Ringo, Creolink, Vodafone, etc.), le client est devenu un vrai roi, tellement les offres sont nombreuses, la qualité du service améliorée et, surtout, les prix fléchissent ; permettant ainsi au Cameroun de devenir progressivement une terre de l'internet, fertile au développement d'une véritable e-society.

Brice R. Mbodiam

Un déploiement infrastructurel impressionnant



Grâce au dynamisme conjugué des pouvoirs publics locaux et des entreprises leaders des télécommunications en activité dans le pays, le Cameroun est devenu le principal point de chute, en Afrique centrale, de plusieurs câbles sous-marins à fibre optique.

« *Le Cameroun s'impose de plus en plus comme un hub pour les infrastructures des télécommunications en Afrique centrale (...) Nous avions la lourde charge de choisir parmi les dix pays dans lesquels nous opérons le long de l'Océan Atlantique, où le WACS (West Africa Cable System) est déployé, et nous avons choisi le Cameroun* ». Le propos est de la Sud-africaine Philisiwé Sibiya, DG de la filiale locale du groupe MTN International.

En effet, grâce au dynamisme conjugué des pouvoirs publics locaux et des entreprises leaders des télécommunications en activité dans le pays, le Cameroun est devenu le principal point de chute, en Afrique centrale, de plusieurs câbles sous-marins à fibre optique, infrastructures primordiales dans le développement des services des télécommunications. Après le SAT3, premier câble sous-marin déployé au Cameroun par l'Etat, à travers l'opérateur historique des télécoms Camtel, le WACS, déployé par MTN Cameroun puis rétrocédé à l'Etat conformément à la loi en vigueur dans le pays, est opérationnel depuis le mois de juillet 2015.

En attendant la fin des travaux de construction et la mise en service du point d'atterrissement du câble sous-marin ACE (Africa Coast to Europe), projet mis en œuvre par la filiale locale du groupe Orange, le Cameroun a accueilli depuis décembre 2015 un nouveau câble sous-marin. Il s'agit du NCNCS, déployé entre le Cameroun et le Nigeria par le consortium Main One, auquel a participé l'Etat du Cameroun.

Bientôt, un cinquième câble sous-marin atterrira dans le pays. Il s'agit du South Atlantic Inter Link, qui sera la première infrastructure de ce type à relier l'Afrique au continent américain, puisqu'il sera déployé entre les villes de Fortaleza, au Brésil, et de Kribi, au Cameroun. Le projet est piloté par un consortium formé par la Cameroon Télécommunications (Camtel) et China Unicom, filiale spécialisée dans la téléphonie mobile de l'opérateur historique des télécoms chinois, China Telecom.

Tous ces investissements, en cours ou achevés, permettent aujourd'hui au Cameroun de disposer d'un réseau urbain et interurbain de fibre optique estimé à environ 6000 kilomètres, qui devrait être porté à 10 000 kilomètres d'ici à 2020, selon les prévisions du gouvernement. Des ambitions et des performances qui font aujourd'hui du Cameroun le miroir de pays tels que le Tchad et le Burkina-Faso, dont les experts sont déjà venus s'inspirer de l'expérience camerounaise en matière de déploiement de la fibre optique.

BRM

Bientôt, un cinquième câble sous-marin atterrira dans le pays.

Vodafone a investi plus de 23 milliards FCFA pour lancer les services Internet LTE au Cameroun

Le groupe des télécommunications Vodafone, grâce à un contrat de franchise avec Afrimax Group, est arrivé sur le marché de l'internet au Cameroun le 15 septembre 2016, afin de fournir aux consommateurs des services LTE (internet haut débit). Avec un investissement initial d'environ 40 millions de dollars (près de 23,36 milliards de francs CFA), cet opérateur a déployé un réseau ultra moderne pour offrir ses services aux populations des villes de Yaoundé et de Douala (pour un début), les deux capitales du pays, qui représentent officiellement 85% du marché des télécoms au Cameroun.
Quelques mois seulement après le lancement de ses activités, Vodafone Cameroun revendique déjà officiellement plus de 15 000 clients sur son réseau, et impose ainsi une concurrence farouche aux opérateurs de mobile et autres fournisseurs d'accès à l'internet (FAI) dans le pays. Grâce à une offre récente, les clients de ce FAI peuvent désormais recharger les puces de leurs modems Vodafone via des cartes Visa et MasterCard.
Ceci est rendu possible grâce à l'application téléchargeable « *MyVodafone* ». Selon Izouma Sidibé, directeur Marketing de Vodafone Cameroun, les fonctionnalités de cette application (web ou mobile) « *permettent aux clients de rester au contrôle des dépenses de consommation, tout en étant actif* ».

Yoomee devient un MVNO data suite à la signature d'un partenariat avec Camtel

Le fournisseur de services data Yoomee a signé un accord commercial le 22 février 2017 avec l'opérateur historique des télécoms Camtel. A travers ce partenariat, a-t-on appris officiellement, Yoomee devient un opérateur de réseau mobile virtuel (MVNO), spécialisé dans la data. Selon les termes de ce partenariat, Yoomee s'appuiera sur les infrastructures techniques et le réseau de Camtel, pour proposer des offres data de qualité à des prix abordables, à l'ensemble du marché camerounais.
Selon David Nkoto Emane, le DG de Camtel, « *ce partenariat avec Yoomee vise à renforcer davantage l'offre commerciale en matière de services de télécoms, et d'apporter toute la satisfaction attendue par les usagers* ».
Emmanuel Forson, DG de Yoomee Cameroun, a quant à lui souligné qu'à travers la collaboration avec Camtel, « *il s'agit d'apporter plus de diversité dans les offres de télécommunications actuelles. Nous mettrons des moyens ambitieux en œuvre pour une exploitation optimale des infrastructures déjà déployées* ». A travers ce partenariat, Camtel et Yoomee affichent leur ambition d'élargir l'offre data dans le pays, et d'accroître l'appétit des consommateurs pour la data mobile et fixe.

L'opérateur Creolink règne sur les cybercafés

Dans les villes de Yaoundé et de Douala, il devient difficile de faire un pas sans tomber sur un cybercafé de la chaîne Cyberlink. Déployés par le fournisseur d'accès internet Creolink Communications, ces espaces sont devenus le principal lieu de convergence des aficionados de l'internet ne pouvant pas s'offrir une connexion à domicile.
La qualité de la connexion dans les espaces Cyberlink a mis en difficulté de nombreux opérateurs de cybercafés dans les deux principales villes du pays. Des opérateurs qui payent ainsi le prix d'une tromperie longtemps entretenue sur l'internet haut débit, qui est une réalité palpable chez Cyberlink.

Camtel s'associe à Equacomm pour étendre l'accès à l'internet sans fil à travers le pays

Camtel, l'opérateur historique des télécoms au Cameroun, et le fournisseur d'accès Internet américain Equatorial Communications (Equacomm), ont signé un accord de partenariat le 18 janvier 2017 à Yaoundé. Cette convention est relative à l'accompagnement de la société télécoms publique dans le déploiement de l'internet sans fil à travers le pays.
Dans le cadre de cette collaboration, Yves Djoko, DG d'Equacomm, a expliqué que le déploiement du Wifi commencera par les villes de Yaoundé et Douala, avant d'arriver finalement à une « *couverture totale du Cameroun avec un réseau wifi robuste* ». A en croire David Nkoto Emane, le DG de Camtel, « *la demande est très élevée. Nous devons offrir le wifi à toutes les administrations publiques, les banques, les mairies, ainsi qu'à d'autres structures privées* ».
Malgré les avancés observées dans le secteur de l'internet au Cameroun ces dernières années, la toile reste inaccessible à l'immense majorité des Camerounais (4,3 millions d'internautes sur une population de 22 millions d'habitants). Ce gap pourrait être réduit par le déploiement des technologies wifi dans le pays, réputées moins onéreuses et accessibles via les téléphones mobiles, dont le taux de pénétration dépasse les 80% au Cameroun.

Le FAI Ringo toujours en quête d'investisseurs pour se relancer sur le marché de l'internet

Le fournisseur d'accès Internet (FAI) Ringo, installé au Cameroun depuis 2008, rencontre des difficultés pour se remettre d'aplomb. Depuis plus d'un an qu'elle s'est lancée à la recherche de nouveaux investisseurs, la société détenue par le fonds d'investissement Glenar, basé en Suisse, n'a jusqu'ici rien trouvé de satisfaisant, révèle l'entreprise.
A travers cette possible injection de capital, apprend-on, Ringo projette un plan d'investissements de 5 milliards de francs CFA destiné à l'amélioration de son réseau. En effet, le FAI doit procéder à cette amélioration de son réseau s'il ne veut pas se faire éjecter du marché de l'internet dans le pays, devenu très concurrentiel au fil des années. A l'apogée de son succès, en 2011, Ringo avait déjà séduit près de 44 000 abonnés avec ses modems « *Big box* » et « *Mbindi box* ».
De nombreuses entreprises locales étaient également tombées sous le charme de ses offres de services. Mais, la mauvaise qualité du réseau et sa faible couverture, décriées même à Yaoundé et Douala, ont été à l'origine d'un désintérêt progressif des consommateurs, qui se sont tournés vers le nouveau venu, Yoomee, arrivé sur le marché en 2011. Avec un parc clients particuliers fortement érodé, Ringo a été obligé de se rabattre sur les services aux entreprises.
Mais, l'avènement de nouveaux concurrents comme Creolink, NSN Mobility, le retour musclé de Camtel avec ses forfaits avantageux, l'agressivité des opérateurs de téléphonie mobile MTN, Orange et Nexttel, pourraient lui faire également perdre ce marché d'entreprise au fil du temps.

Clovis Njontié : « *Face aux Fintech, les banques doivent repenser leurs activités et leur fonctionnement* »

Tour d'horizon des opportunités et des contraintes du secteur bancaire à l'heure du digital, avec le Vice Président Risk à la Deutsche Bank en Allemagne, par ailleurs président du cabinet Business Intelligence Agency au Cameroun.

Investir au Cameroun : Vous venez d'organiser à Yaoundé, la capitale camerounaise, un forum sur le thème : « *le secteur financier africain à l'ère du digital* ». Qu'est-ce qui a catalysé la tenue de cet événement et quels en étaient les objectifs ?

Clovis Njontié : Le mouvement de digitalisation des services financiers est loin d'être l'apanage des économies développées. Dans le monde émergent aussi, le numérique, et plus particulièrement le mobile, prend le pas sur les agences et les conseillers de la banque occidentale traditionnelle. Partie d'une page vierge en matière financière, l'Afrique est en train de sauter les étapes et d'inventer directement la banque 3.0, celle-là même que les établissements occidentaux peinent à mettre en forme, freinés par les systèmes établis qu'il faut réformer. Le marché de la banque de détail est en pleine mutation. Acteurs entrants, réglementation renforcée, nouvelles attentes des clients : la banque de détail doit revoir son modèle opérationnel pour s'adapter à un marché en pleine mutation et préserver ses capacités de croissance. La transformation digitale est au cœur de ce défi.

Les objectifs de ce forum étaient multiples : réunir les principaux acteurs de l'écosystème banque, finance et nouvelles technologies, afin d'échanger autour des enjeux opérationnels et stratégiques liés au digital, particulièrement en Afrique ; fournir des visions et analyses prospectives sur les innovations clés, des retours d'expériences concrets, des bonnes pratiques ; permettre aux experts, aux constructeurs et aux éditeurs de mieux appréhender le riche potentiel de l'Afrique en matière d'innovation bancaire ; et créer un espace de networking pour faire naître des idées et des projets en vue de développer et de consolider des relations de partenariat.

IC : Concrètement, à quoi renvoie la digitalisation du secteur bancaire ?

« Le mouvement de digitalisation des services financiers est loin d'être l'apanage des économies développées. Dans le monde émergent aussi, le numérique, et plus particulièrement le mobile, prend le pas sur les agences et les conseillers de la banque occidentale traditionnelle. »

CN : Pour le secteur bancaire, le digital est davantage un vecteur d'évolution naturelle que de révolution. Une situation qui découle notamment de l'importance stratégique des systèmes d'information existants, qui ont accompagné la dématérialisation amorcée depuis longtemps déjà. Toutefois, la banque de détail doit s'engager dans un vaste processus de transformation digitale pour s'adapter aux nouvelles caractéristiques de son marché. Quatre domaines sont concernés : l'optimisation de l'expérience client ; la refonte des processus opérationnels ; la modification des modes de fonctionnement en interne ; et la transformation du business model.

IC : La déferlante des Fintech est-elle une opportunité ou alors une contrainte pour les banques des pays africains tels que le Cameroun, qui accusent généralement un retard important dans le domaine du numérique ?

CN : Face aux Fintech, les banques doivent repenser leurs activités et leur fonctionnement. Mobilité, personnalisation, accès à distance, réactivité, etc. sont autant de caractéristiques que possèdent les

Clovis Njontié, Vice President Risk à la Deutsche Bank : « *Partie d'une page vierge en matière financière, l'Afrique est en train de sauter les étapes et d'inventer directement la banque 3.0, celle-là même que les établissements occidentaux peinent à mettre en forme, freinés par les systèmes établis qu'il faut réformer.* »

Fintech et que les banques doivent s'approprier. La banque est réputée pour être réfractaire au changement. Mais, l'arrivée des Fintech, la crise de confiance des clients dans le système bancaire et l'omniprésence des nouvelles technologies, viennent les bousculer.

IC : Les banques africaines, en général, et camerounaises, en particulier, semblent être larguées par rapport à la rapidité avec laquelle les technologies innovantes évoluent dans ce secteur. A quoi peut-on s'attendre si les banques ne s'arriment pas rapidement à cette évolution ?

CN : Face à l'excellence technologique des Fintech, les banques se doivent de se mettre à niveau. Les big data doivent être au cœur de leur stratégie, afin d'acquérir une connaissance étendue de leurs clients (360°). Par ailleurs, la prolifération des mobiles, les attentes des utilisateurs en matière de délais de réponse (temps réel) et l'expérience cross canal, les contraignent à évoluer vers le digital.

Un marketing numérique performant est également de mise pour non seulement faire face aux Fintech, mais aussi à des acteurs non bancaires comme les géants du net comme Google ou Facebook. Simplifier et digitaliser les processus internes est également source de réduction des coûts et d'optimisation des procédures. Du mobile au Cloud, en passant par les méthodes agiles ou les objets connectés, les banques n'ont d'autres alternatives que d'intégrer toutes ces nouvelles technologies. Enfin, au niveau organisationnel elles ne peuvent faire l'économie de repenser leurs structures et d'adopter des cycles de décision plus agiles. Loin d'être un mirage, les Fintech sont bien là. Aux banques de se digitaliser, sous peine de disparaître au profit de ces nouveaux acteurs plus en phase avec leur époque.

IC : Au Cameroun, les sociétés de transfert d'argent domestique sont à la peine face à la concurrence que leur livrent par exemple les services mobile money déployés par les opérateurs de la téléphonie mobile. Ne sommes-nous pas là en face du destin auquel doivent s'attendre les entités qui n'arriment pas leur modèle économique à l'évolution des technologies innovantes ?

CN : On le voit, les conséquences de la révolution digitale des dernières années ont eu un impact fort sur les banques/microfinances et leur métier. Autrefois incontournable, l'édifice tout entier s'est retrouvé ébranlé. Les structures de microfinance tout comme les banques devaient réagir et évoluer, sous peine de disparaître.

IC : Existe-t-il tout de même des possibilités ou astuces pouvant permettre aux banques et autres institutions financières de se dérober face à ces technologies, tout en restant compétitives ?

CN : Les clients veulent en réalité le meilleur des deux mondes, physique et digital. Même s'ils rendent visite moins régulièrement à leur conseiller, les clients restent attachés à leur agence de proximité. Pour les opérations bancaires du quotidien, les utilisateurs préfèrent leur smartphone. En revanche, pour les produits/services engageants, ils souhaitent garder une relation avec un conseiller.

Le besoin du contact humain, mais aussi la sécurité et la confiance restent fondamentales. A ce titre, les banques disposent d'un avantage comparatif par rapport aux nouveaux entrants (même si ces « pure players » appartiennent aussi parfois à de grands groupes bancaires).

Face à ce constat, les banques doivent se mettre en question et s'adapter. Les banques doivent comprendre une chose : elles n'ont pas besoin de stratégie digitale, mais de digital dans leur stratégie !

IC : Dans la plaquette du forum que vous venez d'organiser à Yaoundé, vous vous demandez à quoi ressemblera le secteur bancaire dans dix ans, face à autant de défis en rapport avec la digitalisation. Au sortir du forum et des échanges qui l'ont ponctué, quelle réponse pouvez-vous apporter à cette question ?

CN : Les banques doivent intégrer pleinement le digital et devenir connectées, intelligentes, agiles et sociales.

Une banque connectée : l'apport du digital permettra d'offrir une expérience multicanale, ou plutôt omnicanale. Il sera ainsi possible de se connecter aujourd'hui à sa banque à tout moment, et sur n'importe quel appareil connecté, à partir d'une simple application. En donnant cette liberté d'accès aux utilisateurs, les banques auront ainsi pu supprimer du temps qui coûte pour libérer du temps qui rapporte. Le conseiller peut ainsi se consacrer à des missions de conseils et de relation de proximité. En ce sens, l'agence doit s'adapter afin de devenir le lieu des services à valeur ajoutée et du conseil.

« Les banques doivent intégrer pleinement le digital et devenir connectées, intelligentes, agiles et sociales. »

Une banque intelligente (le big data) : tous les deux jours, le monde crée autant de données que durant tout le 20ème siècle. Une mine d'or pour les banques. La menace de l'utilisateur hyperconnecté et hyperinformé devient une opportunité pour les banques, qui détiennent beaucoup d'infos sur leurs clients. Cette masse considérable d'informations, appelée big data, est un enjeu majeur. Le but : cibler les besoins des utilisateurs pour leur proposer les bons produits au bon moment, afin de générer des revenus supplémentaires.

Une banque agile : la « digitalisation » des processus entraîne des gains de productivité et une baisse des coûts significatifs, notamment par la mise en place de nouveaux moyens de paiement 100% digitaux, ou encore la dématérialisation de certains documents.

Une banque sociale : les banques ont investi rapidement les réseaux sociaux. L'enjeu est simple : améliorer leur image pour (re)conquérir les clients et collaborateurs de demain.

Clovis Njontié : « *Les banques doivent comprendre une chose : elles n'ont pas besoin de stratégie digitale, mais de digital dans leur stratégie !* »

Car, c'est l'un des points les plus pénalisants pour les établissements financiers : l'absence de capital sympathie.

De nombreux défis attendent les banques dans le futur. Elles ont les moyens financiers pour les affronter, mais certaines contraintes réglementaires ou humaines pourraient être un frein à ces évolutions.

Les banques ont donc besoin de cadres « digital addicts » qui les aideront, avec leurs idées neuves, à transformer leur modèle. Ceci est valable pour les banques, mais aussi pour tous les autres secteurs d'activités.

La banque du futur est en marche. Les établissements financiers réussiront pleinement ce challenge s'ils savent tirer les leçons du passé, concrétiser le présent, et anticiper le futur.

Entretien avec
Brice R. Mbodiam

GESTION PUBLIQUE

Le déficit budgétaire du Cameroun a atteint 6,9% du PIB en 2016, mais se contractera à 4,3% à partir de 2017

Du fait principalement de la baisse des recettes pétrolières qui représentent souvent jusqu'à 25% des recettes publiques au Cameroun, le déficit budgétaire du pays a culminé à 6,9% du PIB au terme de l'année 2016, révèle l'agence de notation américaine Standard & Poor's dans un rapport sur le Cameroun.
Mais, selon la même source, ce déficit public « *devrait se contracter à 4,3% du PIB en moyenne* » sur la période 2017-2020. Cette perspective, selon S&P, s'appuie sur les « *anticipations de hausse des recettes grâce à la mise en place de nouveaux impôts* » au Cameroun, et sur « *l'augmentation des prix du pétrole* » brut sur le marché international.
En effet, dans la Loi de finances 2017, le gouvernement camerounais a introduit une vingtaine de nouvelles dispositions fiscalo-douanières, pour faire face à la baisse des recettes pétrolières et l'entrée en vigueur des Accords de partenariat économique avec l'Union européenne, qui visent, à terme, à installer une zone de libre-

échange entre les deux partenaires.
Au demeurant, malgré l'embellie annoncée autour des recettes pétrolières et fiscalo-douanières, S&P projette une augmentation des dépenses publiques au Cameroun, en raison principalement des dépenses d'équipements liées aux grands projets d'investissements publics et l'organisation des élections prévue, en principe, au cours de l'année 2018.

Le Cameroun émet de nouveau des titres publics pour 5 milliards FCFA sur le marché de la BEAC

Le Trésor public camerounais a procédé, le 3 mai dernier au siège de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) à Yaoundé, à une nouvelle émission de bons du Trésor assimilables à 26 semaines, pour un montant total de 5 milliards de francs CFA, a-t-on appris officiellement.
Au 2ème trimestre 2017, à travers ces opérations d'émissions de titres publics, le gouvernement camerounais entend lever sur le marché de la BEAC une enveloppe globale oscillant entre 60 et 70 milliards de francs CFA.
Sur l'ensemble de l'exercice budgétaire 2017, il est prévu de mobiliser 300 milliards de francs CFA en tout, par émissions de titres publics sur les marchés des capitaux.

Les charges d'intérêts sur la dette du Cameroun ont représenté 5,1% des recettes publiques en 2016, selon S&P

Selon l'agence de notation américaine Standard & Poor's (S&P), les charges d'intérêts induites par la dette publique de l'Etat camerounais ont « *considérablement augmenté en 2016* », puisqu'elles ont atteint une enveloppe globale équivalente à « *5,1% des recettes publiques* » du pays, apprend-on dans un rapport sur le Cameroun publié en avril 2017. A en croire S&P, cet accroissement des charges d'intérêts est la conséquence de l'émission du premier eurobond de l'histoire des finances publiques camerounaises intervenu au mois de novembre 2015. L'on se souvient en effet qu'après avoir aligné des succès sur le marché local et régional depuis 2011, le gouvernement camerounais a testé le marché international des capitaux en novembre 2015, à travers l'émission d'un premier eurobond, qui avait permis de mobiliser 375 milliards de francs CFA (sur les 750 sollicités) à un taux d'intérêt de 9,75%.

Les fonds récoltés à la faveur de cet eurobond, révèle S&P, ont été utilisés, en partie, pour « *rembourser intégralement le crédit-relais accordé au gouvernement par un consortium de banques, afin de financer les arriérés de subventions dus à la Société nationale de raffinage (Sonara)* », financements ensuite utilisés par cette entreprise publique pour « *régler les factures de certains fournisseurs* ». En effet, neuf mois avant le lancement de l'eurobond sus-mentionné, le gouvernement camerounais avait contracté auprès de quatre banques locales (BGFI, Afriland First Bank, Ecobank et Société générale) un crédit de 143,5 milliards de francs CFA pour financer la Sonara. Les documents relatifs à cette convention de crédit avaient été signés à Yaoundé, la capitale du pays, le 10 février 2015.

L'Etat camerounais menace de suspendre 334 entreprises de la commande publique

Le ministre camerounais des Marchés publics, Abba Sadou, vient de rendre publique une liste de 334 entreprises qui risquent d'être suspendues de la commande publique si elles ne montrent pas patte blanche. Il s'agit d'entreprises, apprend-on, qui « *ont abandonné l'exécution d'au moins un marché au cours des exercices budgétaires 2014, 2015 et 2016* », et qui sont invitées à « *régulariser leur situation en achevant l'exécution des marchés abandonnés* », au risque de tomber sous le coup de la lettre circulaire du 25 janvier 2017.
Selon le ministre des Marchés publics, cette circulaire stipule que « *les défaillances des cocontractants dans l'exécution des marchés précédents sont désormais considérées comme critère éliminatoire dans l'attribution de nouveaux marchés* ». Y compris dans le cadre de groupements formés d'au moins une entreprise tombée sous le coup de cette mesure, souligne le ministre Abba Sadou.

Le chef du département ministériel en charge des Marchés publics précise que cette mesure entre dans le cadre de « *l'assainissement du système des marchés publics* » au Cameroun, et consiste à extirper de la liste des prestataires de l'Etat « *des entreprises qui compromettent l'efficacité de la consommation du Budget d'investissement public* ».

Un plan d'insertion professionnelle pour les Camerounais de retour de France

L'Office français de l'immigration et de l'insertion (OFII) vient de signer avec le Fonds national de l'Emploi (FNE) du Cameroun et le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC), un accord de partenariat visant à faciliter l'insertion socio-professionnelle des Camerounais de retour de France.

A la faveur de ce partenariat, apprend-on, le FNE aidera au placement en entreprise des Camerounais de retour de France, ou les accompagnera dans le montage de projets de création d'entreprises, pour ceux qui désireront s'installer à leur propre compte. Quant au CICC, il mettra à leur disposition son expertise dans la mise en place de projets d'entrepreneuriat agricole.

L'on se souvient d'ailleurs que l'interprofession cacao-café du Cameroun a récemment lancé un programme proposant aux membres de la diaspora camerounaise la production du cacao comme projet de retour au bercail.

S&P maintient la note du Cameroun à « B/B »

L'agence de notation américaine S&P Global Ratings vient de confirmer sa note « B », attribuée à la dette souveraine à long et à court termes de la République du Cameroun, assortie d'une perspective stable, apprend-on officiellement. « *Nous nous attendons à ce que la croissance économique du Cameroun reste solide grâce à la mise en œuvre de vastes projets d'investissements publics* », explique S&P.

La perspective stable à laquelle est assortie cette notation souveraine du Cameroun, souligne l'agence, « *reflète nos prévisions de croissance solide et durable dans le pays, et de consolidation budgétaire progressive au cours de l'année prochaine* ».

Au demeurant, mentionne l'agence de notation américaine, « *la solvabilité du pays reste contrainte par les incertitudes entourant la succession à la présidence, la faiblesse du revenu par habitant et l'augmentation de l'endettement extérieur et public* ».

S&P précise d'ailleurs qu'elle pourrait améliorer les notes du Cameroun si son opinion « *à l'égard des institutions du Cameroun devait s'améliorer considérablement* ». C'est-à-dire, indique l'agence, « *si plus de transparence et de certitude quant à la succession à la présidence venaient à apparaître et si l'économie du pays arrivait à être stimulée par les nouveaux investissements et les améliorations structurelles sans créer de déséquilibres supplémentaires* ».

En quatre ans, le portefeuille de la BAD au Cameroun a été multiplié par quatre, révèle Racine Kane

Au cours des quatre dernières années, le portefeuille d'investissements de la Banque africaine de développement (BAD) au Cameroun a quadruplé, a confié au Quotidien gouvernemental Racine Kane, le représentant-résident au Cameroun de cette institution financière panafricaine. C'était à Bertoua, dans la région de l'Est du pays, au sortir d'une réunion visant à évaluer l'exécution des projets financés par la BAD.
En effet, souligne M. Kane, le portefeuille de cette institution « *s'élève (actuellement) à plus d'un milliard de dollars, soit plus de 680 milliards de francs CFA en termes d'engagements et d'appuis* ». Il se concentre « *essentiellement sur les infrastructures, notamment le transport et l'énergie (...) Nous intervenons aussi dans le domaine de l'eau et de l'assainissement. Nous avons, par ailleurs, des interventions dans le secteur agricole, notamment le développement des chaînes de valeur* », poursuit-il.
A en croire Racine Kane, le partenariat entre le Cameroun et la BAD « *se manifeste par une confiance de plus en plus accrue des partenaires techniques et financiers à la mise en œuvre du programme de développement du Cameroun. Ceci a abouti à la graduation du Cameroun depuis juin 2014, c'est-à-dire que le pays peut prendre de l'argent au niveau de tous les guichets de la BAD* ».
Au demeurant, le ciel de la coopération entre le Cameroun et la BAD est obscurci par quelques nuages. Il s'agit principalement, confie Racine Kane, « *du démarrage tardif des projets, mais surtout la mobilisation tardive des fonds de contrepartie et la problématique de la passation des marchés* » au Cameroun. Mais, rassure le représentant-résident de la BAD, « *nous sommes en relation avec le gouvernement dans le cadre d'un dialogue continu pour lever ces*

difficultés. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle une fois par trimestre nous organisons des revues pour voir les goulots d'étranglement à l'exécution du portefeuille et en améliorer la performance ».

Un jeune trafiquant interpellé avec 100 kg d'écailles de pangolin dans la région de l'Est-Cameroun

Les agents du Ministère camerounais de la faune et de la forêt de la région de l'Est, avec l'appui de l'Ong Last Great Ape Organization (LAGA), viennent de mettre la main sur un jeune homme âgé de 37 ans, en possession d'une cargaison de 100 kg d'écailles de pangolin.
L'opération a eu lieu dans la localité de Messamena, apprend-on. Selon nos sources, le jeune trafiquant était surveillé depuis plusieurs mois, puisqu'il était soupçonné d'entretenir un réseau de distribution d'écailles de pangolin s'étendant jusqu'aux villes de Yaoundé et Douala, les deux capitales du Cameroun.
Au Cameroun, le pangolin fait partie des espèces protégées. De ce fait, le trafiquant interpellé, qui est actuellement aux mains de la justice camerounaise, risque une peine de prison allant jusqu'à trois ans, selon les lois en vigueur dans le pays.

Après l'essoufflement de Boko Haram, la réouverture des frontières avec le Nigeria booste les recettes douanières dans l'Extrême-Nord

L'Extrême-Nord, devenu le terreau de Boko Haram depuis quelques années, voit son économie reprendre progressivement du poil de la bête. Pour preuve, selon les statistiques révélées par le secteur des douanes de cette région septentrionale du Cameroun, les objectifs de collecte des recettes au premier trimestre 2017 ont été réalisés à plus de 108%. En effet, les caisses de cette circonscription douanière ont été renflouées à hauteur de 1,29 milliard de francs CFA, contre des prévisions initiales de 950 millions de francs CFA. Selon Jean-Marie Wetondieu, le responsable de cette circonscription douanière, cette performance est la conséquence de la réouverture progressive des frontières avec le Nigeria, décision prise par les autorités camerounaises en fin d'année 2016.

Pour rappel, à cause des exactions de la secte islamiste nigériane Boko Haram, qui ont paralysé l'activité économique dans cette partie du pays depuis plus de trois ans, plusieurs postes de la douane ont été détruits ou alors désertés du fait de l'insécurité. Sur les 600 agents de douane en poste dans cette partie du pays auparavant, il n'en restait officiellement que 260 au début de l'année 2016.

La République centrafricaine requiert l'expertise camerounaise pour la formation de ses forces de défense

Joseph Yakete, le ministre centrafricain de la Défense, a entamé une visite officielle au Cameroun le 17 avril dernier. Selon la Division de la communication du Ministère camerounais de la défense, cette visite participe au renforcement de la coopération sécuritaire entre les deux pays, laquelle coopération devrait bientôt aboutir à la formation de certaines forces de défense centrafricaines par l'armée camerounaise.

Aussi, au cours de la journée du 17 avril dernier, le ministre centrafricain de la Défense s'est-il rendu tour à tour à l'Ecole militaire interarmées (EMIA), prestigieuse école de laquelle sort la majorité des officiers de l'armée camerounaise, ainsi qu'au Commandement des écoles et centres d'instruction de la gendarmerie nationale, qui gère les écoles spécialisées dans la formation et le recyclage des éléments de la gendarmerie nationale.

A travers ce coup de pouce qu'envisage de donner l'armée camerounaise à sa consœur centrafricaine, le Cameroun qui partage ses frontières avec la RCA et participe déjà, depuis le début, à la mission des Nations Unies pour la sécurisation de la Centrafrique, entend ainsi apporter une contribution déterminante à la pacification de ce pays en proie à l'insécurité depuis le renversement du Président Bozizé en 2013.

FINANCE

La Camerounaise Gwendoline Abunaw remplace Moustapha Fall au poste de DG de la filiale locale d'Ecobank

Ancienne étudiante en banque et finance de l'Université de Buéa, la Camerounaise Gwendoline Abunaw est la toute nouvelle Directrice générale d'Ecobank Cameroun. Elle remplace à ce poste Moustapha Fall, qui prend les rênes du département Audit au siège du groupe Ecobank à Lomé.

Titulaire d'un MBA de la London Metropolitan University, la nouvelle promue a débuté sa carrière de banquière en qualité d'analyste du risque à la Standard Chartered Bank, institution bancaire qu'elle quitte en 2003 pour rejoindre le groupe Ecobank. Un an plus tard, Gwendoline Abunaw est embauchée par la Citi Bank, avant de retourner en 2011 à Ecobank Cameroun, où elle sera propulsée au poste de DGA en 2015.

Gwendoline Abunaw hérite d'une banque qui affiche des performances louables depuis au moins deux ans, et qui a réussi à quitter le 5ème rang au hit-parade des banques camerounaises, pour devenir la 4ème banque du pays derrière Afriland First Bank, la Bicec, et la Société générale.

Entre 2012 et 2016, Acep Cameroun a octroyé 8,5 milliards FCFA de crédits aux entrepreneurs ruraux

La société de microfinance Acep Cameroun, spécialisée dans le financement de très petites entreprises, a clôturé son projet « *villes secondaires* » en décembre 2016 avec un volume de financements en faveur des entrepreneurs ruraux estimé à 8,5 milliards de francs CFA, soit 10% de l'encours global des crédits de cet établissement financier, apprend-on officiellement. Sur cette enveloppe globale, précise Acep Cameroun, 2,5 milliards de francs CFA sont allés aux exploitants agricoles.

Le projet « *villes secondaires* », lancé en 2012 avec le concours financier de l'Agence française de développement (AFD), consistait à étendre les activités de cette structure de microfinance aux zones rurales du Cameroun. Rendu à la fin de la phase pilote de ce projet, plus de 8000 entrepreneurs ont reçu des concours financiers d'Acep Cameroun, dont plus de 2500 exploitants agricoles.

Ce projet que compte désormais pérenniser cette structure de microfinance, au regard des résultats positifs obtenus dans le cadre de la phase pilote, a également permis aux entrepreneurs ruraux de générer un encours de dépôts à fin 2016 de 437 millions de francs CFA, grâce « *à la culture de l'épargne impulsée* » par le projet sus-mentionné.

Né des cendres d'un projet du gouvernement camerounais implémenté par l'alors Ministère du développement industriel et commercial, avec le concours de l'AFD et de l'Union européenne, Acep Cameroun a pour principaux actionnaires Acep International, la Société nationale d'investissements (SNI), la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (BICEC), la Chambre de commerce de l'industrie, des mines et de l'artisanat (CCIMA) et Investisseurs et Partenaires (I&P).

La Banque mondiale décaisse un prêt de plus de 100 milliards FCFA au profit du Cameroun

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), guichet non concessionnel du groupe de la Banque mondiale (BM), décaissera une somme de 113 milliards de francs CFA en faveur de l'Etat du Cameroun, révèle un décret signé le 17 avril 2017 par le Président Biya, qui habilite le ministre de l'Economie, Louis Paul Motazé, à contracter ce prêt pour le compte de l'Etat camerounais.

Ledit prêt avait été approuvé par le conseil d'administration de la BM en octobre 2016. Les fonds qui seront ainsi mis à disposition par la BIRD serviront au financement du secteur des transports, dans lequel le gouvernement et ses partenaires conduisent plusieurs chantiers depuis l'année 2012. Il s'agit aussi bien de la réhabilitation que de la construction d'axes routiers nationaux et transnationaux, la réhabilitation du chemin de fer et le renforcement des équipements, ou encore l'amélioration des infrastructures portuaires du pays.

Pour rappel, c'est en octobre 2013, au cours des assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale à Washington, que l'Etat camerounais avait manifesté son vœu de pouvoir désormais bénéficier des financements de la BIRD. A la suite de cette requête des autorités camerounaises, une mission de la Banque mondiale conduite par Véronique Kessler, économiste principale à la BM, avait séjourné au Cameroun en novembre 2013, afin de tabler sur une éventuelle éligibilité du pays au guichet de la BIRD. Une éligibilité intervenue au mois d'avril 2014, avait annoncé le gouvernement camerounais dans un communiqué officiel.

La BIRD est le second guichet de financement du groupe de la Banque mondiale qui s'ouvre ainsi à l'Etat camerounais, après le guichet IDA (Association internationale de développement). La différence notable entre ces deux guichets est que les crédits IDA sont octroyés à des taux concessionnels (généralement inférieurs à 1%), tandis que les crédits de la BIRD sont non concessionnels, mais sont également remboursables sur le long terme (25 à 38 ans avec des différés allant de cinq à dix ans).

La Commission des marchés financiers du Cameroun à l'école allemande

La Commission des marchés financiers (CMF) du Cameroun, le régulateur de la Bourse des valeurs mobilières de Douala (DSX), accueille une mission d'experts allemands de la Commission fédérale de supervision des marchés financiers d'Allemagne (BaFin) et de la Deutsche Bundesbank du 24 au 28 avril 2017, apprend-on officiellement.

Durant leur séjour au Cameroun, souligne la CMF, les experts allemands conduiront des sessions de formation au bénéfice des membres du collège de la CMF. Il est également prévu, ce 25 avril 2017, dans les locaux du Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM), une formation ouverte au public portant sur les thèmes « *liés à la protection des investisseurs de détail, le développement des marchés obligataires, le* "shadow banking" *ou banques parallèles dans les marchés financiers, la transparence et la discipline dans les marchés financiers et la lutte anti-blanchiment* ».

L'arrivée au Cameroun des experts allemands du marché financier, apprend-on, est partie intégrante de la politique de renforcement de la coopération internationale, qui est l'un des piliers du plan stratégique de la CMF sur la période 2007-2020.

AGRICULTURE

L'Etat camerounais injectera 2 milliards FCFA dans un projet privé de production et de transformation de poulets

Une unité industrielle spécialisée dans la production et la transformation de poulets de chair sortira bientôt de terre dans la localité de Dzeng, située dans la région du Centre du Cameroun. La cérémonie de pose de la première pierre de ce complexe industriel a été présidée le 28 avril dernier par le ministre de l'Economie, Louis Paul Motazé.
En effet, a-t-on appris officiellement, le gouvernement camerounais apportera une contribution financière d'un montant de 2 milliards de francs CFA dans la réalisation de ce projet porté par un opérateur privé, qui est entré en partenariat avec la Chambre italienne de Commerce.
Le complexe industriel de Dzeng ambitionne de produire 300 000 poulets de chair chaque année, ainsi que 10 800 alvéoles d'œufs. Il devrait permettre de renforcer l'offre nationale en poulets de chair, mais surtout apporter un début de solution à l'absence de chaînes d'abattage de poulets dans le pays.

Les exportations de soja vers le Nigeria mettent en difficulté les unités de transformation locale

Les responsables de la société Soyobeans Processing Industry of Cameroon (Soproicam) sont aux abois. Au cours d'une récente descente dans les bassins de production des acteurs de la filière des oléagineux, Yves Kollo Atangana, le directeur général de Soproicam, a révélé les difficultés d'approvisionnement de cette unité de transformation de soja en matière première, du fait de l'exportation de la production locale vers le Nigeria.
A l'en croire, malgré les investissements consentis par cette entreprise agro-industrielle dans l'encadrement des producteurs et la mise à disposition des intrants, ces producteurs n'hésitent pas à vendre leur production à des commerçants nigérians qui écument les marchés camerounais, et proposent aux producteurs des prix nettement plus attractifs.
« *C'est une bonne chose pour le paysan. Mais, ce sont les devises qui sortent du pays. Il faut transformer ce soja, le marché local en a besoin. L'Etat veut promouvoir l'élevage. Pour y parvenir, il faut le tourteau qui participe, en grande partie, dans l'alimentation et la production du bétail* », soutient Yves Kollo Atangana, qui requiert le concours de l'Etat pour juguler le phénomène.
Pour rappel, Soproicam est une unité agro-industrielle installée dans la localité de Yato, près de la ville de Douala. Elle ambitionne, à terme, de produire 50 tonnes d'huile de soja par jour. Idem pour les tourteaux.

Pour 2016, la Socapalm devrait distribuer 6,8 milliards de FCFA au titre de dividende à ses actionnaires

L'année 2016 n'a pas été des plus reluisantes pour la Société camerounaise de palmeraies (Socapalm), entreprise agroalimentaire cotée sur le Douala Stock Exchange (DSX), la bourse des valeurs mobilières du Cameroun.
Dans les états financiers en cours de validation et publiés le 27 avril dernier, l'entreprise annonce un résultat net après impôts de 5,1 milliards de francs CFA à fin 2016, en baisse de plus de 1 milliard de francs CFA par rapport aux 6,4 milliards de francs CFA de l'année 2015.
Mais au final, apprend-on officiellement, c'est un dividende de 6,8 milliards de francs CFA que les actionnaires devraient se partager, la Socapalm ayant décidé d'effectuer un prélèvement sur son stock de « *report à nouveau* », afin de compléter l'enveloppe à distribuer aux actionnaires. Pour ce faire, apprend-on, chaque actionnaire devrait toucher 1500 francs CFA par action, au plus tard le 30 septembre prochain.
Dans le détail, cela revient à un dividende par action dématérialisée de 1335 francs CFA, avant la retenue de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers (IRCM). En ce qui concerne les actions non dématérialisées, chaque actionnaire domicilié au Cameroun et à l'étranger hors de la France touchera 1252 francs CFA par action sans tenir compte de l'IRCM, contre 1275 francs CFA par action pour chaque actionnaire domicilié en France.

Le Cameroun lance un projet de promotion de l'agriculture co-financé à hauteur de 75 milliards de FCFA par la BAD

Le gouvernement camerounais a officiellement lancé le 24 avril 2017 à Yaoundé, la capitale du pays, le Projet de développement des chaines de valeurs agricoles (PD-CVA). Financé à 77% par la Banque africaine de développement et 21,5% par l'Etat du Cameroun, ce projet est d'un coût global de 75 milliards de francs CFA, a-t-on appris officiellement.
Implémenté dans les régions du Centre, du Littoral, du Sud- Ouest et de l'Est, ce projet d'une durée de cinq ans a pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire dans les filières banane plantain, huile de palme et ananas, au moyen d'appuis financiers et techniques aux organisations paysannes et autres jeunes intéressés par l'agrobusiness.
Selon ses promoteurs, ce projet touchera directement 242 000 personnes, dont les revenus augmenteront en moyenne de 818 000 francs CFA par bénéficiaire et de 6 millions de francs CFA par an pour chacun des jeunes entrepreneurs engagés dans le projet.
A terme, apprend-on, il est projeté une augmentation de 216 000 tonnes de régimes de noix de palme, 240 000 tonnes de banane plantain, 10 000 tonnes d'ananas et 17 500 tonnes d'huile de palme.

INDUSTRIE

La Cameroon Automotive Holding a déjà investi 1,4 milliards FCFA dans son projet d'assemblage de véhicules à Kribi

Lu Fuqing, l'un des responsables de la Cameroon Automotive Holding, entreprise sino-camerounaise qui ambitionne de construire des unités de montage de véhicules chinois à Douala et Kribi, révèle que cette société a déjà investi la bagatelle de 1,4 milliard de francs CFA dans ce projet.

Cet investissement, a-t-on appris, a principalement servi à la conception des 20 modèles de véhicules exposés dans la capitale camerounaise depuis le 20 avril dernier, afin de permettre aux populations et autorités locales de tester « *Star of Africa, la marque camerounaise et africaine conçue et protégée à cet effet* », confie Lu Fuqing.

D'un coût total de 92 milliards de francs CFA, le projet de montage de véhicules chinois au Cameroun est consécutif à une convention signée le 11 juin 2015 à Yaoundé. Il bénéficie de la loi de 2013 portant incitation à l'investissement privé au Cameroun, qui octroie des exonérations fiscalo-douanières aux entreprises sur une période allant de cinq à dix ans, aussi bien pendant les phases d'installation que de production.

MINES

Le Canada lance un programme pour renforcer la transparence du secteur minier dans quatre pays africains, dont le Cameroun

8 milliards de francs CFA. C'est l'enveloppe que débloquera le Canada sur les cinq prochaines années, dans le cadre du Programme d'amélioration de la surveillance des industries extractives en Afrique francophone subsaharienne (Pasie), officiellement lancé, le 17 avril 2017, au Mali. Outre le Mali, les autres pays africains bénéficiaires de ce programme sont le Cameroun, le Burkina Faso et Madagascar, a-t-on appris officiellement.
Selon les initiateurs de ce programme, « *le Pasie est une initiative régionale de cinq ans qui a pour but d'améliorer la gouvernance, la transparence et la reddition des comptes dans le secteur extractif en Afrique francophone subsaharienne, afin de contribuer à une meilleure croissance économique durable au sein des pays concernés* ».
Les pays ciblés sont tous des territoires riches en minerais, mais dont les ressources issues des richesses du sous-sol ne contribuent pas encore efficacement au développement économique desdites nations. Au Cameroun, par exemple, pays abritant des gisements miniers de niveau mondial, l'activité minière, encore artisanale, ne contribue jusqu'ici, qu'à 1% à la formation du PIB.
L'or, qui est le minerai le plus exploité à ce jour, fait l'objet de divers trafics, au point où, selon les statistiques officielles, environ 90% de la production nationale, estimée à 100 tonnes, est généralement écoulée dans les circuits informels.

BTP

Le Cameroun s'achemine vers une capacité de production de ciment de 7,2 millions de tonnes par an

La production de ciment au Cameroun sera multipliée à partir de l'année 2018. En effet, aux 4,2 millions de tonnes de capacités actuelles (1,6 million de tonnes pour Cimencam, 1,5 million pour Dangote, 500 000 tonnes pour Cimaf et 600 000 tonnes pour Medcem), les différents producteurs du pays envisagent d'ajouter 3 millions de tonnes supplémentaires, à travers soit des extensions des usines, soit la construction de nouvelles unités de production.

Il en est ainsi de Dangote Cement Cameroun, qui ambitionne dès cette année de construire sa deuxième unité de production du pays à Yaoundé, la capitale, avec une capacité de 1,5 million de tonnes.

Cimencam, filiale camerounaise de Lafarge-Holcim, annonce quant à elle le montage d'une nouvelle unité de production de 500 000 tonnes dans la localité de Nomayos, près de Yaoundé ; tandis que le marocain Cimaf souhaite d'ici 2018 porter sa production actuelle de 500 000 tonnes à 1,5 million de tonnes, au moyen de l'extension de son usine de Douala.

Avec ces nouvelles offres, les capacités productives du Cameroun culmineront à 7,2 millions de tonnes (contre une demande estimée à 3 millions de tonnes, projetée à 8 millions de tonnes en 2020 selon le Ministère de l'industrie), contre les 1,6 million de tonnes de Cimencam d'avant 2014, année de la fin du monopole de cette entreprise sur le marché camerounais du ciment, à la faveur de la mise en service de la cimenterie marocaine Cimaf. C'était au premier trimestre 2014.

Au demeurant, cette augmentation annoncée de la production de ciment au Cameroun induira-t-elle la baisse des prix que les populations attendent depuis la libéralisation intervenue dans ce secteur, il y a trois ans ? La question est d'autant plus lancinante que malgré l'ouverture de trois nouvelles unités de production enregistrée dans le pays entre 2014 et 2016, situation qui a permis de quadrupler la production locale d'alors, le prix du sac de ciment de 50 kg n'a connu qu'un léger fléchissement, passant de 5000 FCFA auparavant à 4500 FCFA en moyenne.

Ouvertement accusés d'entente illicite sur les prix au cours d'une réunion au Ministère du commerce en octobre 2015, les producteurs, eux, invoquent l'indisponibilité du clinker dans le pays et les importations subséquentes de cette matière première, pour justifier le niveau actuel des prix. Afin de résoudre cette équation des prix du ciment sur le marché camerounais, Dangote Cement, a-t-on appris de sources internes à cette entreprise, lorgne sur l'exploitation du gisement de calcaire de Mintom, dans la région du Sud, afin de pouvoir produire localement le clinker et entraîner une baisse substantielle des prix du ciment sur le marché.

Mais, apprend-on de bonnes sources, les ardeurs de ce cimentier sont freinées par l'ennoiement de près de 70% du gisement en question par les eaux du fleuve Dja. Une situation qui rend encore plus complexe l'exploitation dudit gisement, dont le potentiel est estimé à 540 millions de m^3 par l'Institut de recherches géologiques et minières (IRGM).

Le stade d'Olembé sera construit en matériaux préfabriqués pour rattraper le retard, selon la société italienne Piccini

Installée depuis mars 2016 sur le site devant abriter le futur stade d'Olembé, situé dans la banlieue de Yaoundé, la capitale camerounaise, la société italienne Piccini accuse un an de retard sur les travaux de construction de cette infrastructure sportive d'une capacité de 60 000 places. Afin de rattraper ce retard, que l'entreprise met sur le compte de « *tracasseries administratives* », Sam Thamin, directeur de ce projet, vient de confier au Quotidien gouvernemental que l'infrastructure sera construite en matériaux préfabriqués.
« *Ça suppose que l'on importe des pièces préfabriquées à installer directement sur le site, au lieu de tout construire sur place. Il va également falloir louer des bateaux pour tout acheminer au Cameroun. Bref, on fera le nécessaire pour rattraper les délais qui sont impératifs* », a-t-il précisé. Investissement d'un montant de 163 milliards de francs CFA, le stade d'Olembé est prévu pour accueillir les matches de la CAN 2019 qu'organisera le Cameroun. Il a été co-financé par la Banque italienne Intesa San Paolo et l'Etat camerounais.

Le HCR construit 16 salles de classe à l'Est-Cameroun, pour scolariser les réfugiés centrafricains

Le représentant du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Cameroun, Lazare-Etien Kouassi, vient de mettre à la disposition des écoles de la région de l'Est du Cameroun, un lot de 16 salles de classe. Ces infrastructures, a-t-on appris, permettront de scolariser des réfugiés centrafricains, dont le niveau scolaire est très faible, constate l'organisme onusien.
A l'occasion, d'autres doléances ont été soumises au représentant de l'organisme onusien au Cameroun, dont la résolution permettrait d'améliorer la qualité de la prise en charge des réfugiés centrafricains accueillis dans la région de l'Est du Cameroun. Il s'agit, a-t-on informé, de l'insuffisance des infrastructures scolaires, du manque d'enseignants et du matériel didactique, ainsi que l'incapacité des parents d'élèves à s'acquitter des frais de scolarité de leurs enfants, arrivés pour la plupart au Cameroun après les heurts ayant suivi le renversement de l'ex-président centrafricain François Bozizé, en mars 2013.

TRANSPORTS

Le Chinois ZPMC livre un portique de dernière génération au port de Douala

La société chinoise ZPMC, leader mondial de la construction d'engins portuaires de levage, vient de livrer un portique de dernière génération au port de Douala, la principale infrastructure portuaire du Cameroun, a officiellement annoncé le Port autonome de Douala (PAD), l'entreprise publique chargée de la gestion de ce port.
Avec cette nouvelle acquisition financée par Douala International Terminal (DIT), entreprise concessionnaire du terminal à conteneurs, le port de Douala compte désormais trois portiques. Bien qu'acquis par DIT, cet équipement qui a coûté la bagatelle de 5,5 milliards de francs CFA, entre dans les biens du port de Douala, selon la convention de concession signée entre DIT et l'Etat du Cameroun, apprend-on.
Selon les responsables du PAD, l'arrivée de ce nouveau portique marque « *l'arrimage du port de Douala aux challenges portuaires et maritimes des décennies à venir* ». En effet, apprend-on, le portique qui vient d'être réceptionné dans la capitale économique camerounaise est capable de manutentionner les conteneurs pleins, tant au débarquement qu'à l'embarquement, doublant ainsi les performances.
Par ailleurs, cet équipement est, selon les experts des questions portuaires, capable d'aller chercher des conteneurs encore plus loin dans les navires (15 rangées contre 13 pour les portiques actuels), dispose d'une capacité de levage de 45 tonnes contre 40 tonnes pour les autres, et permet de manœuvrer plus rapidement.

Le Ministre Mefiro Oumarou perd son poste de PCA de Camair Co au profit de Louis Georges Njipendi Kouotou

Mefiro Oumarou, ministre délégué auprès du ministre des Transports, a perdu son poste de président du conseil d'administration de Camair Co, la compagnie aérienne publique camerounaise, au sortir d'un conseil d'administration extraordinaire tenu le 24 avril 2017.
Peu après la fin de cette session du conseil d'administration, dont l'unique point à l'ordre du jour, à savoir « *communication gouvernementale* », présageait déjà d'une décision importante, un décret du chef de l'Etat est venu confirmer la nomination à ce poste de l'administrateur civil principal Louis Georges Njipendi Kouotou, en service à la présidence de la République.
Le DG de Camair Co, Ernest Dikoum,

a quant à lui été maintenu à son poste, bien que plusieurs sources aient prédit son départ avant la tenue de ce conseil d'administration. Ernest Dikoum, selon nos sources, s'en tire plutôt à très bon compte, non seulement pour avoir été reconduit à son poste, mais aussi pour avoir vu partir un PCA avec lequel il n'était pas en odeur de sainteté.
« *J'ai saisi l'occasion pour adresser la gratitude du gouvernement au président du Conseil d'administration sortant, le Ministre Mefiro Oumarou, et pour lui rappeler que même en n'étant plus PCA, il demeure lié à Camair Co* », a confié à la fin du conseil le ministre des Transports, Edgard Alain Mebe Ngo'o, dont les rapports avec l'ex-PCA de Camair Co ne sont pas des plus cordiaux.

ENERGIES

L'Afrique du Sud affirme l'intérêt de ses investisseurs pour le secteur énergétique camerounais

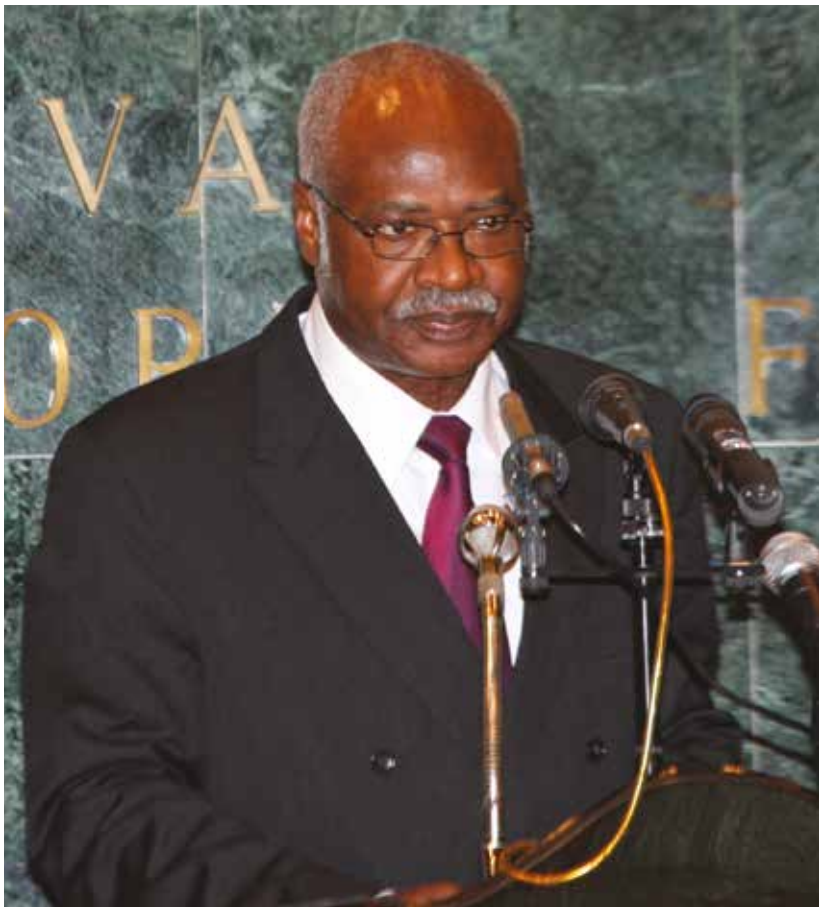
Le Haut-Commissaire de l'Afrique du Sud au Cameroun, Zanele Makina, vient d'annoncer, au sortir d'une audience au Ministère de l'énergie et de l'eau, que des investisseurs de son pays sont intéressés par le secteur énergétique camerounais.
A l'en croire, ces investisseurs sud-africains, en partenariat avec une firme indienne de premier plan dans le secteur de l'énergie, lorgnent principalement la production de l'électricité et les activités de transport de l'énergie électrique.
Le secteur de l'énergie au Cameroun, actuellement contrôlé par des investisseurs britanniques (Eneo) aux côtés desquels se positionnent progressivement des Français (EDF pour le barrage de Natchigal et RTE International qui accompagne l'opérationnalisation de la Sonatrel), intéresse de plus en plus d'investisseurs.
En effet, quelques jours, avant le Haut-Commissaire de l'Afrique du Sud, c'est son collègue du Canada qui proposait au Cameroun les services des entreprises canadiennes œuvrant dans le secteur de l'énergie.

Le Canada lorgne sur l'activité de transport de l'électricité au Cameroun

René Crémonese, le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, a signifié le 21 avril dernier au ministre camerounais de l'Energie et de l'Eau, Basile Atangana Kouna, le vœu d'entreprises canadiennes de pouvoir s'adjuger des contrats dans le secteur du transport de l'électricité dans le pays.
« *Le Canada a de grandes lignes de transport de l'électricité. Nous avons un pays qui est énorme et nous avons de l'expérience. Ici, il y a des lignes existantes qui ont été construites par des compagnies canadiennes il y a vingt ans. Nous avons une grande expertise dans le domaine de l'électricité* », a-t-il expliqué.
En effet, après la création récente de la Société nationale de transport de l'électricité (Sonatrel), le Cameroun s'est engagé dans un vaste programme de remise à niveau de son réseau de transport. Pour ce faire, le pays vient de bénéficier d'un concours financier d'environ 200 milliards de francs CFA octroyé par la Banque mondiale, en vue d'implémenter ce programme, dont le budget global est estimé à près de 900 milliards de francs CFA.

TIC & TELECOM

Le PM tranche partiellement le différend entre le Minpostel et l'ART sur l'octroi des licences aux sociétés télécoms



Le 6 avril 2017, le Premier ministre camerounais, Philémon Yang (photo), a signé un décret fixant les « *modalités d'établissement ou d'exploitation des réseaux et de fourniture des services de communications électroniques soumis au régime de l'autorisation* ». Il y est une fois de plus réitéré que les licences d'exploitation sont délivrées par le ministre chargé des Télécommunications, sur proposition de l'agence de régulation. Ce texte gouvernemental vient ainsi donner raison à la ministre des Postes et Télécoms, Minette Libom Li Likeng, qui, depuis une sortie médiatique le 21 octobre 2016, dénonce l'Agence de régulation des Télécommunications (ART), qui depuis 2010, s'est illégalement octroyée la délivrance des « *titres transitoires* » aux sociétés télécoms soumises au régime de la licence.

Dans un communiqué rendu public en janvier 2017, la patronne des Télécoms donnait jusqu'au 14 février dernier aux opérateurs détenteurs de « *titres transitoires* » délivrés par l'ART, pour se conformer à la loi au risque de perdre leur droit d'exercer sur le territoire camerounais.

Selon nos sources, 22 opérateurs étaient concernés par la mise en garde de la Ministre Libom Li Likeng, dont Créolink, Ringo Sarl, Northwave Sarl (Vodafone), Global Solutions Technologies, CFAO Technologies, Digitel Sarl, Decsite Africa Sarl, GTS Infotel, Green Tech, Avilyos, TNT Africa, Afrikanet Online, Matrix Telecom, Easynet SA, Seme Telecom, Sphere 3i, HTT Telecom, etc.

Plus d'un mois après l'expiration du délai fixé à ces opérateurs par la ministre des Postes et Télécoms (14 février 2017), apprend-on, le décret signé le 6 avril par le Premier ministre accorde un nouveau délai de six mois pour que ces sociétés puissent se conformer à la réglementation en vigueur.

Malheureusement, comme c'est le cas depuis la réforme de 2010, le nouveau texte gouvernemental reste une fois de plus muet sur le montant de la redevance à verser à l'Etat par les opérateurs des télécoms soumis au régime de la licence. C'est dans cette brèche que s'était engouffrée l'ART, dès l'instauration en 2010 de cette redevance aux modes de recouvrement et au montant jusqu'ici inconnus, pour commencer à délivrer des « *titres transitoires* » aux opérateurs, au mépris des dispositions réglementaires.

La Banque mondiale offre aux start-up camerounaises la possibilité de bénéficier d'un programme d'incubation de 5 mois

A partir du 12 juin 2017, les promoteurs de start-up au Cameroun pourront se rendre sur le site web www.XL-Africa.com, afin de postuler au programme d'incubation des start-up africaines les plus prometteuses que vient de lancer la Banque mondiale.
Dans le cadre de cette initiative, les promoteurs des 20 start-up sélectionnées sur le continent africain bénéficieront d'une formation de cinq mois ponctuée d'enseignements théoriques et pratiques en matière de gestion des entreprises. Ils bénéficieront par ailleurs d'un appui visant à améliorer leur visibilité régionale, et auront accès à de potentiels partenaires d'affaires et investisseurs.
Baptisé XL Africa, le programme d'incubation susmentionné est, apprend-on, soutenu par des grands groupes d'investissements africains. Selon Klaus Tilmes, le directeur du département Trade & Competitiveness Global Practice au sein de la Banque mondiale, cette initiative vise à mettre « *l'accent sur l'économie numérique croissante du continent, en explorant et en soutenant les start-up technologiques les plus novatrices* ».

Des lenteurs administratives bloquent l'entrée en vigueur de la portabilité des numéros mobiles au Cameroun

D'abord annoncée pour le mois de novembre 2016, puis pour le 4 avril 2017 par le régulateur du secteur des télécommunications au Cameroun, la portabilité des numéros n'est toujours pas effective à ce jour. Pourtant, il s'agit d'un dispositif devant permettre d'améliorer la qualité du service offert aux abonnés, dans la mesure où la portabilité permet à un abonné insatisfait par la qualité de service proposée par son opérateur d'origine de migrer vers un concurrent jugé meilleur, sans pour autant changer de numéro de téléphone.
Selon le Quotidien gouvernemental, qui cite une source interne au Comité technique de mise en œuvre de la portabilité, « *l'absence des textes réglementaires d'encadrement de cette activité est la difficulté majeure qui demeure jusqu'alors* ».
Au plan technique, apprend-on, les différents opérateurs de la téléphonie sont prêts, à ce jour, en dépit des retards observés avant la date butoir du 4 avril sur la formation de leur personnel ou encore la mise à jour

des bases de données.
Ce projet avait pourtant franchi une étape décisive le 31 janvier 2017, à Yaoundé, la capitale camerounaise, avec le lancement des activités du Groupement d'intérêt économique pour la gestion de la portabilité mobile au Cameroun (GIE-PMC), constitué par les opérateurs MTN, Orange et Nexttel. Ces trois opérateurs ont été invités à investir une somme de 1,5 milliard de francs CFA dans la mise en place d'une base de données centralisée, en vue de la gestion de la portabilité des numéros mobiles au Cameroun.
Depuis 2015, le contrat pour la fourniture, l'installation et l'exploitation de cette infrastructure a été attribué par le régulateur télécoms à l'équipementier chinois Huawei. La durée des travaux avait été limitée à sept mois.

SERVICES

Le distributeur de textile Camaïeu tente de se positionner au Cameroun

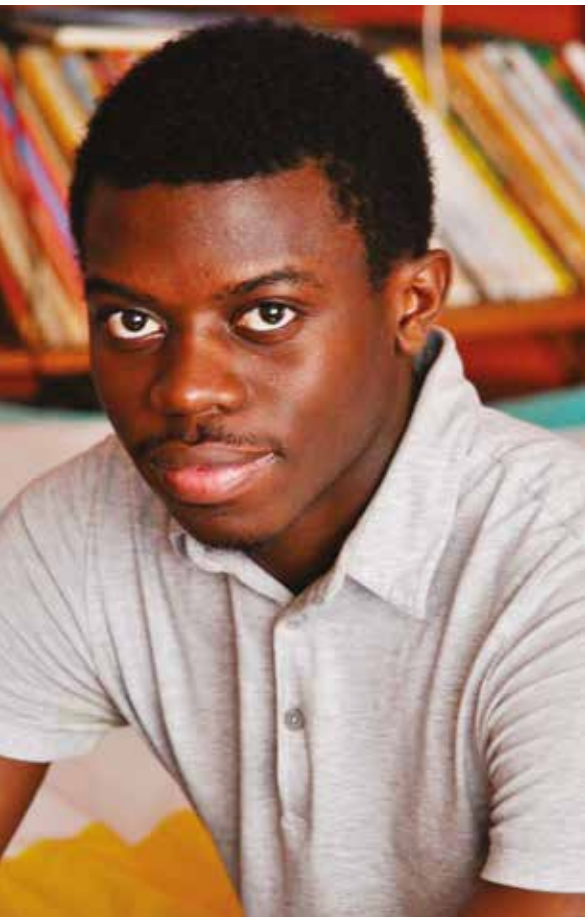
Le 14 avril 2017, le distributeur de textile français Camaïeu a ouvert une boutique à Douala, la capitale économique camerounaise, sous le modèle d'une franchise, révèle le journal Le Parisien. Dans le cadre de son déploiement au Cameroun, Camaïeu bénéficie du partenariat du groupe Mercure International, apprend-on. « *Le marché africain représente un réel potentiel avec une population locale jeune, affichant une grande appétence pour la mode française. De nouvelles ouvertures de boutiques sont déjà prévues sur le continent* (africain, ndlr) *dans le cadre de ce partenariat, notamment en Tunisie courant mai* », a commenté dans un communiqué officiel Miguel Vazquez, directeur international de Camaïeu.
Selon Le Parisien, le déploiement au Cameroun et en Afrique de ce groupe français bien « *endetté* » survient dans un contexte marqué par « *une désaffection pour la mode en France, dans un contexte de concurrence accrue, qui poussent les acteurs à trouver de nouveaux relais de croissance* ». Camaïeu revendique un réseau de 900 magasins dans quinze pays, dont 650 en France.
L'arrivée au Cameroun de cet opérateur pourrait davantage fragiliser la Cotonnière industrielle du Cameroun (CICAM), le plus grand producteur de produits textiles dans le pays, qui souffre déjà énormément face à la concurrence des produits importés de Chine et du Nigeria.

La Fnac ouvre sa première boutique au Cameroun dans la ville de Douala

La Fnac, fameuse enseigne française spécialisée dans la commercialisation des produits numériques et autres livres, a ouvert le 26 avril 2017 à Douala, sa première boutique au Cameroun, révèle le site internet ITR news.com, présenté comme étant « *le premier quotidien des marchés numériques* ». En juin prochain, la Fnac se déploiera également au Congo.
« *Le Cameroun et le Congo sont deux pays majeurs de la francophonie, où la marque Fnac est reconnue, appréciée et attendue. La consommation y est en forte croissance, avec une appétence marquée pour les produits techniques et éditoriaux* », souligne la Fnac pour justifier son déploiement dans ces deux pays d'Afrique centrale.
La boutique de la Fnac de Douala d'une superficie de 480 m², est logée dans le centre commercial Kadji Square. Elle proposera des produits aussi variés que les livres, disques, DVD, gaming, micro-informatique, téléphonie, objets connectés, son, photo, TV, jeux/jouets, etc. la boutique permettra de créer onze emplois, apprend-on.

LEADER DU MOIS

William Elong veut fabriquer les premiers drones *made in Cameroon*



Will & Brothers a développé l'application DroneAfrica qui permet d'offrir le tout « *premier service de drone civil* » au Cameroun.

La start-up camerounaise Will & Brothers vient de réussir à lever des financements d'un montant de 200 000 dollars (environ 124 millions de francs CFA), au terme d'une opération de mobilisation de fonds dont les besoins initiaux étaient de 300 000 dollars (un peu plus de 185 millions de francs CFA), a-t-on appris officiellement. Les détails de cette opération n'ont pas été révélés. Cependant, selon William Elong, promoteur de cette start-up spécialisée dans l'intelligence économique et l'innovation technologique, les fonds ainsi levés permettront de mettre en œuvre un projet de production de drones au Cameroun. Pour ce faire, renseigne-t-on, Will & Brothers qui a aménagé dans de nouveaux locaux dans la capitale économique du Cameroun, a recruté du personnel, son effectif étant passé de « *quatre à 22 personnes de quatre nationalités réparties sur deux continent* ».

« *Trop souvent, des jeunes ont lancé des idées, fait du buzz et sont portés disparus. Nous souhaitons inspirer les autres jeunes et les motiver en leur disant que nous n'avons rien abandonné. Le bout du tunnel est proche et nous comptons bien inscrire notre pays sur la carte des fabricants de drones dans le monde* », confie William Elong, qui ambitionne de boucler son nouveau projet « *au plus vite* ».

Pour rappel, Will & Brothers a développé l'application DroneAfrica qui permet d'offrir le tout « *premier service de drone civil* » au Cameroun. Grâce à cette application, un drone équipé d'une caméra miniaturisée peut être piloté à distance, afin de capter des images inédites sur des rayons très étendus.

Selon son promoteur, bien au-delà de la sensation de divertissement qu'il semble procurer au premier abord, le concept DroneAfrica vient révolutionner bien de choses. Il en est ainsi de la promotion du tourisme, grâce notamment à la prise d'images inédites ; la réalisation, à coûts réduits, des cartographies sur les projets miniers et de développement urbain ; la couverture plus efficace des événements d'envergure tels que les foires, les manifestations culturelles ou les tournois de football ; la collecte d'images dans des zones sinistrées ou alors simplement difficiles d'accès, etc.

Cette trouvaille a valu au jeune Wiliam Elong, 24 ans, de figurer en septième position dans le top 30 des jeunes entrepreneurs africains les plus prometteurs en 2016, classement publié par le célèbre magazine américain Forbes. Plus jeune diplômé de l'École de guerre économique de Paris à l'âge de 20 ans, ce génie camerounais était le premier et l'un des deux ressortissants de l'Afrique centrale (avec le Gabonais Mark Doumba, co-fondateur de Clikafrik Group) dans ce classement largement dominé par les Kényans, les Sud-africains et les Ghanéens.

Selon son promoteur, bien au-delà de la sensation de divertissement qu'il semble procurer au premier abord, le concept DroneAfrica vient révolutionner bien de choses.

BRM

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun